Annexe 1: Les effets en France d'une baisse des prix du pétrole de 30%

La baisse du prix du baril de pétrole est, globalement, une bonne chose pour l'économie française : sur la balance commerciale, sur l'inflation et, à un degré moindre, sur la production et l'emploi. Donner un ordre de grandeur des effets économiques en jeu est cependant rendu délicat par le fait qu'ils ne concernent pas seulement la France mais l'ensemble de l'économie française.

a. Dans un premier temps, nous allons examiner ici quelles sont, en variante, les principaux effets d'une baisse du prix en dollars du baril de pétrole (Brent de la Mer du Nord, prix "spot") de 30 %1/.

Le transfert de revenu des pays exportateurs de pétrole vers les pays consommateurs est important : près de 100 milliards de dollars par an, soit pour les seuls pays de l'OCDE, environ 0,9 % de leur PIB. Il s'agit pour ces derniers pays d'un choc pétrolier à rebours, dont l'importance s'élève à environ un tiers de celle des chocs de 1974 et de 1979. Si son effet est de nature restrictive pour les pays exportateurs de pétrole, il est expansif pour les pays consommateurs, selon une ampleur qui dépend des proportions respectives avec lesquelles le transfert du revenu et les baisses de prix qui l'accompagnent jouent sur l'offre et la demande des pays.

Ampleur des différents chocs pétroliers (*)

	1974	1979-80	1986
Total OCDE	- 2,3	- 2,7	0,9
France	- 3,1	- 2,9	1,2

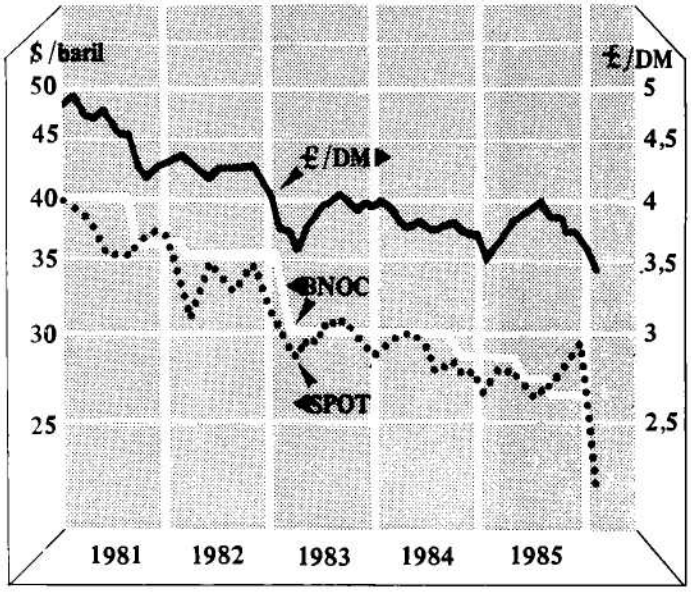
*Variation en moyenne annuelle du solde énergétique rapportée au PIB total
Source : OCDE, INSEE

L'effet résultant de ce transfert semble favorable pour la **demande mondiale en produits manufacturés adressée à la France**, c'est-à-dire les importations des partenaires commerciaux de la France, pondérées par la part de ces pays dans nos exportations. Selon le modèle multinational ATLAS (de la Direction de la Prévision), la demande en provenance des pays industrialisés (OCDE) s'accroîtrait de 3 % au bout de deux ans, si l'on suppose des politique budgétaires inchangées, des politiques monétaires accomodantes et un maintien des parités à leur niveau. Celle des pays non industrialisés non producteurs de pétrole, de 3 % ; celle des pays exportateurs de pétrole chûterait de l'ordre de 10 %. Ce dernier chiffre est faible (il représente moins du tiers du choc initial) mais prend en compte le fait que beaucoup de ces pays ont déjà réalisé un fort ajustement de leurs dépen-

1/ A titre indicatif, si l'on retient pour le 1er semestre 1986 un prix moyen de 20 $, la baisse par rapport au prix moyen du second semestre 1985 (27,8 $) serait de 28,1 %.

ses au cours des trois années passées, et atteignent un seuil parfois incompressible de leurs achats importés. On juge ici, pour simplifier, que les transferts de revenu au sein du groupe des pays exportateurs (question qui est en fait l'une des origines de la guerre des prix actuelle) sont neutres sur la demande qu'ils adressent à la France.

Reste le cas de la Grande-Bretagne qui compte pour 8 % dans nos exportations. Nous supposons ici, comme hypothèse intermédiaire, que la livre sterling suivrait pour moitié le prix du baril dans sa baisse, selon la corrélation assez étroite qu'ils observent depuis plusieurs années. Ceci gomme pour partie la perte nominale des revenus pétroliers et entraîne une hausse temporaire de la compétitivité industrielle au prix d'une inflation interne accrue. La perte d'activité serait nulle pour la Grande Bretagne.



Prix du pétrole et parité de la Livre Sterling vis à vis du Mark

Au total donc, la demande mondiale en produits manufacturés adressée à la France croîtrait de 0,9 % la première année, de 1,2 % la seconde.

Cette croissance est à certains égards le chiffre bas de la fourchette : l'amélioration des balances commerciales donne aux pays industrialisés des marges de manoeuvre, inconnues depuis longtemps dans le cas des pays européens. Pour certains d'entre eux, ceci peut favoriser un relais expansif de la politique économique interne. Il faut prendre aussi en compte, même s'ils jouent avec des délais plus grands, les effets favorables sur l'offre des pays industrialisés qu'entraîne la baisse du coût d'un facteur de production aussi important que l'énergie. C'est bien ce qu'illustrent, a contrario, les deux chocs pétroliers précédents : la demande mondiale adressée à la France avait subi une baisse d'environ 10 % au bout de deux ans suite à un choc initial de 2,5 % de PIB, effet beaucoup plus ample que l'hypothèse retenue ici d'une hausse de 1,2 % pour un choc d'environ 1 % du PIB. On examine donc aussi une hypothèse plus favorable sur la demande mondiale adressée à la France (respectivement 1,5 % et 3 % les deux premières années).

L'évolution de notre **compétitivité industrielle** est le second élément d'incertitude. La baisse du coût de l'énergie réduit l'inflation en France mais aussi chez nos concurrents étrangers. En utilisant une petite maquette qui décrit, à politique monétaire neutre, la formation des prix internes et des prix du com-

merce extérieur à l'échelle mondiale, on observerait une très légère dégradation de la compétitivité industrielle à court terme. Dans le cas d'une baisse de la livre sterling, toutefois,cette dégradation serait plus forte par rapport à la Grande Bretagne mais pas par rapport aux autres pays.

Au-delà des problèmes que pose la description du nouvel environnement international de la France, il faut s'interroger sur la façon dont cette mane pétrolière se partage entre les agents économiques en France. Dans cet exercice, on suppose que la fiscalité pétrolière ne serait pas modifiée ; cependant, la TIPP n'étant pas une taxe ad valorem, sa part dans le prix du carburant s'accroît automatiquement quand ce prix baisse. D'autre part, avec le mode d'indexation des salaires sur les prix qui prévalait jusqu'en 1982, les salariés étaient protégés, un premier temps, des chocs inflationnistes d'origine externe. A l'inverse, ils ne pouvaient bénéficier, sauf à titre très transitoire, de gains de pouvoir d'achat du salaire horaire dans le cas d'un contre-choc pétrolier. Maintenant que les salaires semblent obéir davantage à des normes d'inflation anticipée, et qu'avec la désinflation les étapes de relavorisation salariale se rallongent, on ne peut exclure des effets de "surprise" liés au freinage des prix et par conséquent des hausses non anticipées de pouvoir d'achat. On supposera donc, assez conventionnellement, un gain de pouvoir d'achat des salaires égal à la moitié du ralentissement des prix la première année (soit de l'ordre de 0,7 %), et la reprise des mécanismes traditionnels de formation des salaires pour la suite.

On utilise alors le modèle METRIC pour simuler l'effet de ces diverses hypothèses sur l'économie française[1/]. La baisse de 30 % du prix du pétrole exerce un fort effet de réduction de l'inflation : près de 1 point au bout de six mois, près de 2 points et demi au bout de deux ans.

L'effet mécanique de la baisse du prix du pétrole améliore le solde énergétique de plus de 55 milliards de francs.Ce gain ajouté à celui, léger, des termes de l'échange des produits industriels se retrouve entièrement dans la balance commerciale la première année, mais il diminue ensuite en raison des faibles pertes de parts de marché qu'entraîne la dévaluation de la livre.

L'allègement de la facture pétrolière représente, avant toute autre répercussion, une hausse équivalente du pouvoir d'achat du revenu national. Lors de la première année, les résultats des entreprises en bénéficient principalement. Par la suite, la hausse induite de l'activité et de l'emploi permettent aussi des hausses de revenu des ménages (en revanche, avec la baisse des prix intérieurs les gains initiaux de termes de l'échange se résorbent progressivement). Au bout de deux ans, le solde des administrations publiques est fortement amélioré par accroissement des recettes fiscales.

Le PIB s'accroît dans les différents scénarios réalisés : de 0,2 à 0,4 point à six mois, de 1,0 à 1,4 point à deux ans selon le caractère plus ou moins favorable de l'environnement international. L'investissement à court terme, la consommation ensuite sont à l'origine de ce surcroît d'activité. S'agissant d'un mouvement de relance conjoint à nos partenaires de l'OCDE, l'accroissement de la demande entraîne une augmentation presqu'égale de la production, la détérioration du solde extérieur en volume restant limitée. Ces résultats correspondent à un cas de baisse du prix du pétrole à dollar constant.

1/ Par commodité, on supposera que la baisse du prix du brut sur le marché spot se répercute immédiatement et complètement dans son prix à l'importation pour la France. Prendre en compte les délais habituels atténuerait légèrement l'ampleur des effets retenus pour la première année.

Effets d'une baisse de 30 % du prix du pétrole sur l'économie française : écarts par rapport à une situation sans baisse du prix du pétrole (en % ; pour le solde commercial, en milliards de francs)

Scénario	A			B			C		
Au bout de	6 mois	1 an	2 ans	6 mois	1 an	2 ans	6 mois	1 an	2 ans
Hypothèse sur									
- la demande mondiale	0,4	0,9	1,2	0,4	0,9	1,2	0,6	1,5	3,0
- la livre sterling .	-	-	-	-15	-15	-15	-15	-15	-15
Effet sur									
- le PIB	0,3	0,9	1,2	0,2	0,7	1,0	0,4	0,9	1,4
- les prix de détail.	-0,9	-1,4	-2,4	-1,0	-1,6	-2,6	-1,0	-1,6	-2,6
- le solde commercial	30	58	44*	31	59	42*	30	62	44*

* Il s'agit là du solde au cours de la deuxième année et non du solde cumulé sur l'ensemble des 2 ans

Cette évaluation repose assez largement sur l'hypothèse que les effets d'une baisse du prix du pétrole sont symétriques de ceux d'une hausse sur l'environnement international. Cette symétrie peut être contestée dans le contexte conjoncturel présent. La baisse du prix de l'énergie n'accroît à court terme l'offre rentable qu'en présence de capacités de production inemployées. Or, en dépit de la forte reprise récente de l'investissement en Europe, les enquêtes de conjoncture semblent indiquer un certain resserrement des marges de capacité au niveau européen. Et la baisse du coût de l'énergie ne restaurera pas à court terme certaines capacités déclassées.

Dans le cas de la France, il ne semble pas qu'avec des effets de l'ampleur que l'on vient de décrire, l'appareil productif enregistre des tensions fortes sur les capacités. Si elles existaient, en France comme dans d'autres pays européens, il faudrait s'attendre à ce que le surcroît de la demande ait moins d'effets à court terme sur l'activité, et qu'en conséquence la baisse des prix soit moins prononcée. Il y aurait en revanche une demande accrue de biens d'équipement, secteur, en France, où les marges de capacités semblent les plus relâchées.

b. Dans le contexte actuel, il est intéressant de rappeler également les principaux effets d'une baisse du dollar, qui peuvent être évalués, en variante, indépendamment de la baisse du prix du pétrole (cf. note de conjoncture d'avril 1985 : "chiffrer les effets d'une baisse du dollar").

Lors que le dollar baisse de 10 %1/,les effets sur l'activité sont, à court terme, très modérés, de l'ordre d'un dixième de point du PIB ; leur signe et leur ampleur dépendent toutefois des hypothèses concernant l'évolution des prix de nos concurrents. En revanche, l'effet sur le ralentissement de la hausse des prix est plus marqué : celle ci se réduirait, du seul fait d'une baisse du dollar, d'un peu moins d'un demi point au bout d'un an, et d'environ un point au bout de deux ans. Quant à la balance commerciale, elle s'améliorerait d'environ 15 milliards sur la première année, l'impact à plus long terme finissant par devenir négatif en raison de la compétitivité accrue des produits étrangers vendus en dollars.

1/ Si l'on retient pour le 1er semestre 1986 un cours moyen du dollar de 7,50 francs, la baisse par rapport au cours moyen du second semestre 1985 (8,29 F) est de 9,5 %.

c. Les exercices précédents aident à mieux apprécier l'impact sur le premier semestre 1986 des hypothèses retenues ici, selon les conventions habituelles, pour le prix du pétrole (20 $ par baril) et le cours du dollar (7,50 F). Bien entendu, les résultats obtenus à l'aide des variantes ci-dessus doivent être modulés à la fois par les connaissances qu'ont les modélisateurs du modèle METRIC et par les informations supplémentaires dont on dispose sur l'année 1985 ou sur le fonctionnement actuel du marché pétrolier : ces dernières informations sont le plus souvent trop fines pour pouvoir être prises en compte directement dans un modèle macroéconomique (par exemple, effets des contrats "net back", délais de réaction des prix des produits raffinés à la baisse du prix du brut, inertie de la transmission des prix internationaux de l'énergie aux prix importés en raison des contrats passés, des délais de livraison et de la structure de nos échanges d'énergie, etc).

Au total, on aboutit ainsi aux prévisions suivantes pour le premier semestre 1986.

Réalisations au second semestre 85		Prévisions pour le premier semestre 1986	
		Note de décembre 85	Note de février 86
27,8	Prix du baril (Brent, spot) en dollars	26,5	20
8,29	Cours du dollar en francs	8,00	7,50
-81,8	Solde énergétique CAF-FAB-CVS (milliards)	-78	-60
- 9,4	Solde commercial FAB-FAB-CVS (milliards)	+ 2,7	+15
1,3	Prix de détail hausse en glissement semestriel-mensuel (%)	2	1
1,2	PIB croissance en glissement semestriel-trimestriel (%)	1,1	1,4

Par rapport aux prévisions de la note de décembre, l'amélioration de la balance commerciale est sensible, mais elle recouvre des mouvements divergents selon les différents postes : forte amélioration du solde énergétique, croissance de l'excédent agro-alimentaire, détérioration du solde manufacturé. Ces révisions, il convient d'y insister encore, ne résultent pas seulement des modifications apportées aux hypothèses sur le prix du baril et le cours du dollar ; elles tiennent compte aussi des informations plus complètes dont on dispose sur l'année 1985 (par exemple en ce qui concerne la demande mondiale et la compétitivité). Pour le premier semestre 1986, on rappelle que ces prévisions ont été faites à politique économique inchangée.

Calendrier de publication des résultats concernant 1982

Publication de *	Type d'information pour l'année 1982	Date de la publication en Informations Rapides	Evaluation de l'année 1982
82.1 PR	82.1 type PR	4 juin 1982	
82.1 RD	82.1 type RD	15 juillet 1982	
82.2 PR	82.1 à 2 type PR	22 septembre 1982	
82.2 RD	82.1 à 2 type RD	15 octobre 1982	
82.3 PR	82.1 à 3 type PR	6 décembre 1982	
82.3 RD	82.1 à 3 type RD	13 janvier 1983	
82.4 PR	82.1 à 4 type PR	10 février 1983	1
82 annuel provisoire	82 provisoire	21 avril 1983	2
82.4 RD	82 type RD	28 avril 1983	3
83.1 PR	82 type PR	20 mai 1983	4
83.1 RD	82 type RD	11 juillet 1983	5
83.2 PR	82 type PR	25 août 1983	6
83.2 RD	82 type RD	5 octobre 1983	7
83.3 PR	82 type PR	7 novembre 1983	8
83.3 RD	82 type RD	16 janvier 1984	9
83.4 PR	82 type PR	15 février 1984	10
83 annuel provisoire	82 semi-définitif 1	17 avril 1984	11
83.4 RD	82 type RD	avril 1984	12
84.1 PR	82 type PR	16 mai 1984	13
84.1 RD	82 type RD	17 juillet 1984	14
84.2 PR	82 type PR	13 août 1984	15
84.2 RD	82 type RD	9 octobre 1984	16
84.3 PR	82 type PR	23 novembre 1984	17
84.3 RD	82 type RD	9 janvier 1985	18
84.4 PR	82 type PR	13 février 1985	19
84 annuel provisoire	82 semi-définitif 2	23 avril 1985	20
84.4 RD	82 type RD	25 avril 1985	21
...	...	...	...
85 annuel provisoire	**82 définitif**	**avril 1986**	**29**

* 82.1 PR désigne la publication des comptes de biens et services à prix constants du premier trimestre 1982 : Premiers Résultats

82.1 RD désigne la publication des comptes de biens et services complets et des comptes d'agents du premier trimestre 1982 : Résultats Détaillés.

Les révisions des Comptes Nationaux

Les Comptes Nationaux sont publiés en termes annuels et trimestriels. Pour chaque année ou trimestre considéré, plusieurs évaluations successives sont réalisées afin d'incorporer peu à peu l'information disponible.

Les publications de chaque année ou de chaque trimestre reprennent les évaluations, éventuellement révisées, des années ou trimestres précédents. En ce qui concerne les publications trimestrielles, la première estimation complète d'une année donnée est ainsi fournie à l'occasion de la publication des résultats du quatrième trimestre.

Pour les comptes annuels, quatre estimations successives de l'année n sont faites au printemps des années n + 1, n + 2, n + 3 et n + 4, comptes respectivement appelés provisoire, semi-définitif 1, semi-définitif 2 et définitif.

C'est seulement à partir du semi-définitif 1 (qui incorpore l'information d'un échantillon tiré des déclarations de bénéfices industriels et commerciaux ou BIC) que les comptes trimestriels sont calés en moyenne annuelle sur les comptes annuels. Avant cette date, les comptes trimestriels peuvent donc différer des évaluations faites dans le compte annuel dit provisoire. En particulier l'information nouvelle sur l'année n est incorporée dans les comptes trimestriels au fur et à mesure de sa disponibilité entre le printemps de l'année n + 1 et celui de l'année n + 2 où le calage sur le semi-définitif 1 intervient : on peut donc dire que les comptes trimestriels vivent à un rythme bi-trimestriel (le rythme effectif est en réalité plus grand encore au niveau du traitement informatique des données) alors que les comptes annuels vivent à un rythme annuel. Le calage ultérieur sur les comptes annuels semi-définitif 2 et définitif permet aux comptes trimestriels d'incorporer les informations issues de sources statistiques lourdes telles que l'exploitation exhaustive des BIC de l'enquête annuelle d'entreprises.

Une seconde catégorie de révisions affecte les comptes trimestriels, même après calage sur le compte annuel définitif : en effet, même si par construction les moyennes annuelles ne sont plus modifiées, les profils trimestriels peuvent encore l'être, et cela sur l'ensemble de la période, que ce soit en raison d'une nouvelle estimation des corrections de variations saisonnières ou bien parce que le traitement de l'information infra-annuelle a été modifié : en quelque sorte les changements de méthode ou d'évaluation du passé proche sont systématiquement rétropolés dans les comptes trimestriels.

Il est donc instructif d'examiner l'ampleur des révisions qui ont été constatées dans le passé. Pour cela nous sommes remontés à l'année 1979 qui est la première année pour laquelle les comptes trimestriels ont été publiés sous la forme actuelle.

Taux de croissance annuels selon les évaluations successives en écart à ceux du compte semi-définitif 1

en points %

	Année	Evaluations 1 Note février	2 compte annuel provi.	3 à 10 (1) comptes trimest	11 compte annuel SD1	20 compte annuel SD2	29 compte annuel définitif
Produit intérieur brut marchand (79,4 %)2/.....	79	nd 3/	- 0,3	- 0,2	0,0	- 0,1	- 0,1
	80	nd	- 0,2	0,3	0,0	- 0,1	- 0,2
	81	0,5	- 0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
	82	- 0,5	- 0,3	- 0,1	0,0	- 0,1	nd
	83	- 0,2	0,3	0,0	0,0	nd	nd
Importations 20,6 %)	79	nd	0,6	0,3	0,0	0,1	0,1
	80	nd	1,1	1,3	0,0	- 0,1	- 0,1
	81	- 0,9	- 0,6	- 1,1	0,0	0,0	- 0,2
	82	- 2,7	- 1,5	- 1,5	0,0	0,5	nd
	83	- 0,4	- 0,3	- 0,1	0,0	nd	nd
Consommation des ménages (55,5 %)	79	nd	- 0,2	- 0,2	0,0	- 0,1	- 0,1
	80	nd	0,4	- 0,4	0,0	0,0	- 0,2
	81	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0
	82	- 0,1	- 0,2	0,0	0,0	- 0,1	nd
	83	- 0,2	0,0	0,1	0,0	nd	nd
FBCF des SQS-EI (11,1 %)	79	nd	0,7	0,9	0,0	nd	0,6
	80	nd	- 1,2	0,5	0,0	0,3	1,0
	81	1,7	- 0,6	- 1,3	0,0	- 0,7	0,4
	82	1,4	2,9	3,2	0,0	1,0	nd
	83	2,1	0,1	1,0	0,0	nd	nd
Exportations (20,4 %)	79	nd	0,8	1,0	0,0	0,6	0,5
	80	nd	0,5	0,5	0,0	- 0,5	- 0,5
	81	- 0,5	- 0,3	- 0,3	0,0	- 0,1	0,0
	82	0,2	- 1,5	- 1,5	0,0	- 0,4	nd
	83	- 1,9	- 0,8	- 0,5	0,0	nd	nd
Variations de stocks ..... (contributions au PIB)	79	nd	0,3	- 0,2	0,0	- 0,2	- 0,2
	80	nd	- 0,3	0,1	0,0	0,0	- 0,1
	81	0,3	- 0,1	0,2	0,0	0,2	0,2
	82	- 1,1	- 0,5	- 0,4	0,0	- 0,3	nd
	83	0,5	0,1	- 0,2	0,0	nd	nd

1/ Pour le groupe des révisions 3 à 10 c'est **la moyenne** (points) des écarts qui est indiquée

2/ Les chiffres entre parenthèses indiquent le poids du poste dans le total des ressources ou des emplois en 1980 (aux prix de 1970).

3/ nd : non disponible

Nous regrouperons les évaluations de l'année n en six paquets selon leur date successive de publication :

L'évaluation 1	: qui correspond (à très peu de choses près) aux comptes commentés dans les Notes de conjoncture de février (février n + 1)
L'évaluation 2	: le compte annuel provisoire (avril n + 1)
Les évaluations 3 à 10	: les comptes trimestriels (à partir d'avril n + 1 jusqu'à février n + 2 inclus)
L'évaluation 11	: le compte annuel semi-définitif 1 (avril n + 2)
L'évaluation 20	: le compte annuel semi-définitif 2 (avril n + 3)
L'évaluation 29	: le compte annuel définitif (avril n + 4)

Pour des raisons de commodité (disponibilité de l'information, même pour les années récentes) et parce que c'est la premier compte annuel sur lequel les comptes trimestriels sont calés, les évolutions de chaque grandeur sont ici comparées à celle publiée dans le SD1 (d'où les zéros dans la colonne de la révision 11). L'écart des taux de croissance est indiqué en points.

Ainsi - 0,2, au croisement de la ligne relative au produit intérieur brut marchand (PIB) de l'année 1983 et de la colonne "Note de février", signifie-t-il que l'évaluation du taux de croissance du PIB entre 1982 et 1983 avait été sous évaluée de 0,2 point dans la note de février 1984 par rapport à celle présentée dans le compte semi-définitif 1 publié au printemps 1985.

Les écarts d'estimation les plus importants portent sur le commerce extérieur et sur les investissements.

En conclusion, les évaluations de la croissance d'une année donnée sont sujettes à des révisions dont l'ampleur sur le PIB par exemple peut atteindre le demi-point de croissance. Au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'année considérée, l'ampleur de ces révisions se réduit en général pour se stabiliser, par définition, au compte définitif. Ainsi par exemple, dès la deuxième évaluation, l'ampleur des révisions sur le PIB n'a-t-elle jamais, depuis 1979, dépassé trois dixièmes de points.

Biens et services marchands : équilibre ressources-emplois (prix de 1970)
(en pourcentage de varaition de T sur T-1)

	Année 1983					Année 1984					Année 1985				
	83.1	83.2	83.3	83.4	1983	84.1	84.2	84.3	84.4	1984	85.1	85.2	85.3	85.4	1985
P.I.B. MARCHAND	-0.2	0.7	-0.4	0.9	0.7	1.0	-0.2	1.0	-0.2	1.9	-0.2	1.0	0.6	0.6	1.3
IMPORTATIONS	1.4	-3.6	-1.0	3.2	-0.6	0.4	0.2	0.6	1.8	2.3	0.6	0.1	5.4	-1.9	4.7
TOTAL DES RESSOURCES	0.2	-0.3	-0.5	1.4	0.4	0.9	-0.1	1.0	0.2	2.0	-0.0	0.0	1.6	0.0	2.1
CONS. MARCH. MENAGES	-0.3	0.3	-0.2	1.0	1.0	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.7	1.5	0.3	0.3	1.1	2.1
CONS. NETTE DES APU.	1.7	-1.4	0.9	1.0	2.8	1.7	-0.9	2.9	-1.5	2.9	0.8	-1.3	2.5	1.0	1.3
F.B.C.F. TOTALE	-1.0	-1.9	0.3	0.5	-2.3	-1.1	-0.7	-0.6	-0.7	-2.0	-0.7	0.9	2.5	-2.7	-0.5
DONT S.Q.S. ET E.I.	-2.3	-2.2	1.0	1.3	-2.9	-1.6	0.0	-0.8	-1.6	-1.5	0.8	-0.1	3.7	-3.6	0.0
MENAGES HORS EI	1.2	-0.2	-0.1	-1.4	-1.8	-2.3	-1.9	-2.0	-0.3	-5.8	-1.7	-0.2	-1.0	-0.9	-4.2
AUTRES SECTEURS	0.2	-2.7	-1.0	0.2	-0.8	1.6	-1.6	1.4	1.5	0.4	-3.6	4.3	2.3	-1.6	1.7
EXPORTATIONS	-0.6	4.2	0.4	2.9	4.4	2.5	-1.3	2.9	1.2	6.8	-0.3	1.6	-1.4	1.3	2.6
EMPLOIS HORS STOCKS	-0.4	0.6	0.0	1.3	1.1	0.4	-0.5	0.7	0.1	1.6	0.7	0.6	0.3	0.5	1.7

Biens et services marchands : prix de l'équilibre ressources-emplois
(en pourcentage de variation de T sur T-1)

	Année 1983					Année 1984					Année 1985				
	83.1	83.2	83.3	83.4	1983	84.1	84.2	84.3	84.4	1984	85.1	85.2	85.3	85.4	1985
P.I.B. MARCHAND	3.1	2.6	1.8	2.0	9.4	1.2	1.8	1.6	1.1	6.8	1.4	1.9	1.7	0.5	6.0
IMPORTATIONS	-2.3	4.3	2.6	0.5	6.5	5.3	0.2	1.2	2.6	9.6	1.2	-0.5	-3.9	0.1	1.4
TOTAL DES RESSOURCES	1.9	2.9	2.0	1.7	8.7	2.0	1.5	1.5	1.4	7.4	1.4	1.4	0.5	0.4	5.0
CONS. MARCH. MENAGES	3.0	3.0	1.9	1.7	9.6	1.7	1.6	1.8	1.3	7.3	1.4	1.2	1.4	0.4	5.5
CONS. NETTE DES APU.	2.6	3.3	2.0	1.4	9.4	1.3	2.1	1.5	2.1	7.2	2.2	1.6	1.0	-0.1	6.9
F.B.C.F. TOTALE	1.8	2.6	1.7	1.6	7.4	2.1	0.7	2.0	1.4	6.9	0.3	1.4	0.3	1.7	4.2
DONT S.Q.S. ET E.I.	1.2	2.6	1.5	1.5	6.6	2.4	0.4	2.4	1.3	7.0	0.3	1.2	0.3	1.7	4.0
MENAGES HORS EI	2.7	2.3	2.1	1.9	8.7	1.5	2.0	1.7	1.4	7.5	1.3	1.1	1.0	1.4	5.5
AUTRES SECTEURS	2.0	2.4	1.9	1.9	7.7	2.0	0.5	1.8	1.7	6.8	-0.7	2.4	0.1	1.7	3.9
EXPORTATIONS	-0.6	3.0	3.3	2.4	8.4	2.1	2.8	0.4	1.7	9.2	1.2	1.4	-0.4	-1.8	3.8
EMPLOIS HORS STOCKS	2.0	2.9	2.1	1.8	8.9	1.8	1.7	1.5	1.4	7.6	1.2	1.3	0.8	0.1	5.0

Produits manufacturés (1) : équilibre ressources-emplois (aux prix de 1970)

(en pourcentage de variation de T sur T-1)

	Année 1983					Année 1984					Année 1985				
	83.1	83.2	83.3	83.4	1983	84.1	84.2	84.3	84.4	1984	85.1	85.2	85.3	85.4	1985
PRODUCTION EFFECTIVE	0.0	0.4	-0.5	0.8	0.0	1.0	-1.0	2.9	-1.5	1.8	-1.3	2.1	1.2	0.3	1.0
DONT VALEUR AJOUTEE	0.3	0.7	-0.3	1.0	0.8	0.9	-0.8	2.8	-1.5	2.1	-1.1	1.9	1.1	0.5	1.0
CONS. INTERMED.	-0.2	0.1	-0.8	0.6	-0.7	1.0	-1.1	3.1	-1.6	1.4	-1.5	2.2	1.3	0.1	0.9
IMPORTATIONS	2.0	-4.0	-1.3	3.3	-0.7	0.9	0.1	1.3	2.6	3.0	0.2	-0.1	7.5	-2.7	5.0
TOTAL DES RESSOURCES	0.2	-0.9	-0.7	1.4	-0.3	0.7	-0.6	2.1	-0.5	1.7	-0.5	1.4	2.6	-0.3	2.3
EMPL. INTERM. PROD.	-0.3	-0.4	-0.7	0.4	-1.3	1.3	-1.3	2.0	-0.8	1.0	-1.2	1.9	1.0	0.3	0.8
CONSOMMATION MENAGES	-2.0	-0.5	-1.0	0.8	-1.2	-1.5	-0.5	0.4	-1.7	-2.1	2.0	1.4	0.4	1.3	2.3
CONSOMMATION A.P.U.	2.1	1.7	1.3	0.8	7.5	0.4	0.2	0.1	0.1	2.3	0.2	0.3	0.5	0.6	1.9
F.B.C.F. TOTALE	-2.1	-2.7	2.2	2.3	-0.9	-1.3	1.4	0.2	-1.5	1.6	2.1	-0.6	4.3	-4.5	2.0
DONT S.Q.S. ET E.I.	-2.4	-2.5	2.6	2.7	-1.2	-2.0	1.5	-0.4	-2.1	1.0	2.1	-0.7	4.5	-4.6	1.2
EXPORTATIONS	0.4	3.9	-1.0	4.1	4.1	5.2	-4.4	4.0	0.7	7.6	0.3	-0.1	0.9	-0.9	1.8
EMPLOIS HORS STOCKS	-0.8	0.2	-0.4	1.6	0.1	1.1	-1.4	1.7	-0.7	1.7	0.4	0.9	1.2	-0.4	1.6

(1) PRODUITS MANUFACTURES : PRODUITS DES BRANCHES BIENS INTERMEDIAIRES, BIENS D'EQUIPEMENT PROFESSIONNEL, MATERIELS DE TRANSPORT TERRESTRE, BIENS DE CONSOMMATION COURANTE, BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER

Produits manufacturés : prix de l'équilibre ressources-emplois

(en pourcentage de variation de T sur T-1)

	Année 1983					Année 1984					Année 1985				
	83.1	83.2	83.3	83.4	1983	84.1	84.2	84.3	84.4	1984	85.1	85.2	85.3	85.4	1985
PRODUCTION EFFECTIVE	2.8	1.9	2.2	1.6	8.4	1.6	1.9	1.4	1.1	6.9	1.1	1.3	1.2	0.2	4.7
DONT VALEUR AJOUTEE	3.6	0.5	1.9	1.7	7.3	0.9	2.2	1.5	0.9	6.0	1.0	1.5	2.7	0.4	5.6
CONS. INTERMED.	2.2	3.1	2.4	1.7	9.4	2.0	1.6	1.3	1.3	7.6	1.2	1.1	-0.1	0.1	4.0
IMPORTATIONS	0.2	3.8	1.4	2.6	8.8	2.6	2.0	2.7	2.0	10.0	0.2	1.1	-0.3	-0.6	4.0
TOTAL DES RESSOURCES	2.0	2.6	1.9	1.7	8.3	1.8	1.7	1.9	1.2	7.4	0.7	1.4	0.7	0.2	4.4
EMPL. INTERM. PROD.	2.7	2.6	2.2	1.8	8.9	1.8	1.6	1.4	1.0	7.2	0.9	1.0	0.4	0.3	3.8
CONSOMMATION MENAGES	2.2	2.8	1.6	1.4	8.3	1.4	1.7	1.8	1.1	6.6	0.9	1.2	1.7	0.5	4.9
CONSOMMATION A.P.U.	2.4	2.7	1.0	0.9	7.8	0.0	0.7	1.2	1.6	3.4	1.7	2.3	1.5	1.0	6.6
F.B.C.F. TOTALE	0.5	2.6	1.8	1.9	6.2	2.6	0.1	2.6	0.8	7.3	0.2	1.0	0.3	1.6	3.4
DONT S.Q.S. ET E.I.	0.5	2.7	1.6	1.8	6.2	2.7	0.1	2.7	0.9	7.3	0.3	1.0	0.3	1.6	3.7
EXPORTATIONS	-0.4	2.8	3.3	1.9	8.9	3.0	2.6	1.2	1.9	10.2	1.2	1.1	0.2	-2.0	4.4
EMPLOIS HORS STOCKS	1.6	2.7	2.2	1.7	8.3	2.1	1.6	1.6	1.2	7.6	0.8	1.1	0.7	0.1	4.2

Production par branche (aux prix de 1970) (en pourcentage de variation de T sur T-1)

	Année 1983					Année 1984					Année 1985				
	83.1	83.2	83.3	83.4	1983	84.1	84.2	84.3	84.4	1984	85.1	85.2	85.3	85.4	1985
PRODUITS AGRO. ALIM.	-0.4	-1.2	-1.5	1.2	-1.2	2.3	0.7	1.2	1.0	3.6	-2.1	-0.2	1.6	0.0	0.1
ENERGIE	0.9	2.1	0.0	-0.4	1.6	7.3	-4.6	-0.5	0.2	3.7	7.3	-4.4	1.7	3.6	4.2
BRANCHES MANUFACTUR.	0.0	0.4	-0.5	0.8	0.0	1.0	-1.0	2.9	-1.5	1.8	-1.3	2.1	1.2	0.3	1.0
B.T.P.	-0.2	-0.8	-1.5	-1.2	-3.2	-0.2	-2.9	-0.8	0.1	-4.5	-3.3	2.2	0.6	-0.2	-2.5
SERVICES	-0.1	1.8	0.6	0.6	2.3	0.9	0.3	0.5	1.5	3.0	-0.2	2.2	0.1	-0.1	2.9
TOTAL DES BRANCHES	-0.1	0.5	-0.4	0.6	0.4	1.3	-0.6	1.2	0.0	1.9	-0.5	1.3	0.8	0.4	1.4

Variations de stocks (aux prix de 1970) (en milliards de francs 1970)

	Année 1983					Année 1984					Année 1985				
	83.1	83.2	83.3	83.4	1983	84.1	84.2	84.3	84.4	1984	85.1	85.2	85.3	85.4	1985
VARIATIONS TOTALES	4.8	1.9	0.0	0.1	6.9	1.6	2.9	3.9	4.3	12.7	2.1	2.7	7.2	5.6	17.6
DONT															
PROD. AGRO. ALIM.	1.1	0.3	-0.7	0.2	0.9	1.4	1.3	1.4	1.4	5.6	0.4	0.2	1.8	-0.1	2.4
ENERGIE	-0.4	-0.1	-0.1	-0.4	-1.0	0.5	0.1	0.0	-0.1	0.4	0.4	0.4	0.1	0.4	1.3
PROD. MANUFACT.	4.1	1.7	0.9	0.5	7.3	-0.2	1.7	2.5	3.2	7.2	1.1	2.2	5.4	5.4	14.2

Compte d'exploitation des sociétés et quasi-sociétés (en pourcentage de variation de T sur T-1)

	Année 1983					Année 1984					Année 1985				
	83.1	83.2	83.3	83.4	1983	84.1	84.2	84.3	84.4	1984	85.1	85.2	85.3	85.4	1985
VALEUR AJOUTEE BRUTE	3.8	3.2	1.6	3.1	10.9	2.3	1.6	3.3	0.7	9.5	1.2	3.0	2.8	1.1	7.9
SUBV. D'EXPLOITATION	3.0	4.0	4.7	5.0	13.1	4.7	3.6	2.4	1.2	16.9	0.5	0.5	1.0	1.6	4.7
TOTAL DES RESSOURCES	3.8	3.3	1.7	3.1	11.0	2.4	1.7	3.3	0.7	9.8	1.1	2.9	2.7	1.2	7.8
REMUN. DES SALARIES	3.4	2.0	1.7	2.2	10.0	1.0	1.2	1.6	1.4	6.2	1.3	1.1	1.3	1.3	5.3
DONT SALAIRES BRUTS	3.0	2.1	1.8	1.6	9.0	1.4	1.0	1.0	0.9	5.6	1.1	1.1	1.4	1.1	4.4
C.S. EMPLOYEURS	4.9	1.6	1.3	4.0	13.0	-0.1	1.9	3.3	2.7	7.9	1.8	1.1	0.7	1.5	7.6
IMPOTS / PRODUCTION	1.7	8.1	-1.1	4.2	12.9	3.0	4.6	1.3	9.4	14.8	-4.2	7.1	-2.2	5.5	10.0
CHARGES TOTALES	3.2	2.6	1.4	2.4	10.3	1.2	1.6	1.6	2.3	7.2	0.6	1.8	0.8	1.8	5.9
E.B.E. DES S.Q.S.	5.6	5.4	2.6	5.4	13.3	6.0	1.7	8.4	-3.8	18.2	2.7	6.0	8.0	-0.4	13.2
TOTAL DES EMPLOIS	3.8	3.3	1.7	3.1	11.0	2.4	1.7	3.3	0.7	9.8	1.1	2.9	2.7	1.2	7.8
RATIOS DES COMPTES DES S.Q.S.															
E.B.E. / VAL. AJ.	23.8	24.3	24.6	25.1	24.4	26.0	26.1	27.4	26.2	26.4	26.6	27.3	28.7	28.3	27.7
EPARGNE / VA. AJ.	9.2	9.6	9.9	10.7	9.8	11.8	11.6	12.6	11.6	11.9	11.8	12.6	14.4	14.0	13.2
TAUX D'AUTOFIN. (1)	52.5	56.7	57.7	62.4	57.3	69.7	69.2	76.6	70.7	71.5	72.1	78.7	88.3	88.5	81.9

(1) EPARGNE DES S.Q.S. / F.B.C.F. DES S.Q.S.

Comptes de revenu et d'utilisation du revenu des ménages
(en pourcentage de variation de T sur T-1)

	Année 1983					Année 1984					Année 1985				
	83.1	83.2	83.3	83.4	1983	84.1	84.2	84.3	84.4	1984	85.1	85.2	85.3	85.4	1985
E.B.E. DES MENAGES	2.1	3.4	1.4	2.7	8.8	1.2	2.1	1.4	0.6	7.4	0.8	2.7	0.6	1.5	5.3
DONT E.B.E. DES E.I.	0.8	3.6	0.9	2.5	6.7	0.6	1.9	0.9	-0.3	5.7	0.1	2.8	-0.2	1.1	3.1
SALAIRES BRUTS	3.1	2.3	2.1	1.6	9.5	2.1	0.7	1.0	0.9	6.3	1.3	1.0	1.6	1.1	4.6
REV. NETS DE LA PROF	3.3	4.3	0.1	2.0	7.6	1.8	1.2	3.1	2.0	7.5	1.7	0.0	3.9	2.0	7.7
PRESTATIONS SOCIALES	1.6	3.8	1.8	2.7	12.1	1.9	2.3	2.0	2.9	9.6	1.8	2.6	0.6	2.7	8.7
IMPOTS / REVENU PAT.	-4.0	10.7	3.4	-1.4	17.7	4.5	4.4	-1.9	5.9	11.9	5.2	5.2	-11.7	-4.8	6.2
DONT IMP. / REVENU	-3.5	12.1	4.9	-5.3	17.1	5.6	5.0	-4.7	7.9	10.2	7.0	2.7	-19.4	-6.0	1.7
COTIS. SOC. SALARIES	3.2	2.7	5.5	1.9	14.4	6.3	3.5	2.5	1.3	16.1	0.4	1.5	3.8	1.8	7.1
REVENU DISPON. BRUT	3.0	2.3	1.3	2.5	8.9	1.3	1.1	1.7	1.1	6.5	1.1	1.5	2.5	2.2	6.0
DONT CONSOM. FINALE	3.0	2.7	1.7	2.7	10.5	1.7	1.3	1.8	1.2	7.7	2.9	1.6	1.9	1.5	7.7
EPARGNE BRUTE	3.1	0.1	-1.0	1.6	0.1	-1.5	-0.6	1.0	0.8	-0.6	-10.9	0.7	6.4	7.4	-4.9
TAUX D'EPARGNE	14.8	14.5	14.2	14.1	14.4	13.7	13.4	13.4	13.3	13.4	11.7	11.6	12.1	12.7	12.0
DONT FINANCIER	5.7	5.6	5.2	5.3	5.4	5.0	4.8	4.9	4.8	4.9	3.5	3.3	3.8	4.6	3.8

Pouvoir d'achat des revenus des ménages (1)
(en pourcentage de variation de T sur T-1)

	Année 1983					Année 1984					Année 1985				
	83.1	83.2	83.3	83.4	1983	84.1	84.2	84.3	84.4	1984	85.1	85.2	85.3	85.4	1985
SALAIRE HORAIRE(2)	0.2	-0.4	0.5	0.3	1.0	0.1	-0.2	-0.2	0.2	0.3	0.0	0.1	0.2	1.0	0.4
SALAIRES BRUTS(3)	0.1	-0.6	0.1	-0.1	-0.0	0.4	-0.9	-0.8	-0.4	-0.9	-0.1	-0.1	0.2	0.7	-0.9
COTIS. SALARIES	0.2	-0.3	3.5	0.2	4.4	4.5	1.9	0.6	-0.0	8.2	-1.0	0.3	2.4	1.4	1.5
SALAIRES NETS(4)	0.1	-0.7	-0.4	-0.2	-0.7	-0.2	-1.4	-1.0	-0.4	-2.4	0.1	-0.2	-0.2	0.6	-1.3
ENS. PREST. SOCIALES	-1.3	0.8	-0.1	1.0	2.3	0.2	0.7	0.1	1.6	2.1	0.3	1.4	-0.8	2.3	3.0
REV.SALAR.ET SOC.(5)	-0.5	-0.0	-0.2	0.3	0.6	-0.1	-0.5	-0.5	0.5	-0.4	0.2	0.5	-0.5	1.4	0.7
E.B.E. DES ENTR. IND	-2.1	0.6	-1.0	0.7	-2.6	-1.1	0.3	-0.9	-1.6	-1.5	-1.3	1.6	-1.6	0.7	-2.3
RDB AV.IMPOTS	-0.5	0.0	-0.4	0.4	0.0	-0.2	-0.2	-0.4	0.2	-0.4	-0.0	0.6	-0.3	1.2	0.5
IMPOTS SUR LE REVENU	-6.7	7.5	1.5	-3.0	7.5	2.7	2.8	-3.6	4.5	4.3	3.7	4.0	-12.9	-5.2	0.8
REVENU DISPON. BRUT	0.0	-0.6	-0.6	0.8	-0.6	-0.4	-0.5	-0.1	-0.2	-0.8	-0.4	0.3	1.0	1.8	0.5
DEFLATEUR UTILISE(1)	3.0	3.0	1.9	1.7	9.6	1.7	1.6	1.8	1.3	7.3	1.4	1.2	1.4	0.4	5.5

(1) L'INDICE DE PRIX UTILISE EST L'INDICE DES PRIX DE LA CONSOMMATION DES MENAGES TIRE DE LA COMPTABILITE NATIONALE
(2) SALAIRE HORAIRE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES NON AGRICOLES
(3) Y.C. COTIS. SOCIALES SALARIES ; N.C. COTIS. SOCIALES EMPLOYEURS.
(4) N.C. COTIS. SOCIALES SALARIES.
(5) SALAIRES NETS DES COTISATIONS SOCIALES A LA CHARGE DES SALARIES + PRESTATIONS RECUES PAR LES MENAGES

Impression d'après documents fournis
IMPRIMERIE NATIONALE
6 677 291 P 41

C.P.P.A.P. 520 AD EP Le Directeur de la publication : E. Malinvaud, Directeur Général de l'INSEE

Prix de vente et abonnements

● PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Économie et statistique

Revue mensuelle d'information. Abonnement 1 an (11 numéros). Édition *sur papier :* France, 310 F ; étranger, 365 F. Le numéro : France, 33 F ; étranger, 39 F. Édition *sur microfiche* : France, 130 F ; étranger, 162 F. Le numéro isolé *sur microfiche(s)* : 16 F.

Tendances de la conjoncture

Tendances de la conjoncture est constitué de deux cahiers trimestriels de graphiques et de données, des chiffres de quinzaine, des tableaux mensuels d'indicateurs et d'un supplément trimestriel sur la situation et les perspectives de l'économie française. Abonnement 1 an : France, 470 F ; étranger, 570 F. Le cahier trimestriel : France, 46 F ; étranger, 52 F.

Note de conjoncture de l'INSEE

Étude de la situation et des perspectives de l'économie française. Abonnement 1 an (4 numéros) : France, 115 F ; étranger, 140 F ; le numéro : France, 34 F ; étranger, 40 F.

Informations rapides

Service complémentaire de *Tendances de la conjoncture*. 250 envois par an environ : communiqués, notes rapides, résultats détaillés d'enquêtes de conjoncture. Abonnement 1 an : France, 1 030 F ; étranger, 1 320 F. Le cahier de résultats détaillés, 8 F.

Annales d'économie et de statistique

Statistique mathématique, théorie économique, économétrie. Abonnement 1 an (4 numéros), édition *sur papier* : France, 320 F ; étranger, 385 F. Le numéro : France, 93 F ; étranger, 105 F. Édition *sur microfiche* : France, 74 F ; étranger, 105 F. Le numéro, prix variable.

Bulletin mensuel de statistique

Bulletin de statistiques hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles. Abonnement 1 an (12 numéros) : Édition *sur papier* : France, 250 F ; étranger, 290 F. Le numéro : France, 24 F ; étranger, 30 F. Édition *sur microfiche* : France, 130 F ; étranger, 163 F. Le numéro isolé *sur microfiche(s)* : 16 F.

Bloc-notes de l'Observatoire économique de Paris

Pour mieux connaître l'information statistique, des repères documentaires sur les problèmes économiques du moment. Abonnement 1 an (11 numéros) : France, 63 F ; étranger, 74 F. Le numéro : 10 F.

Bulletin bibliographique

Trois fois par an, ce bulletin présente des analyses d'articles et d'ouvrages portant sur la méthodologie statistique appliquée ou applicable aux pays en voie de développement. Abonnement 1 an (3 numéros) : France, 46 F ; étranger, 58 F. Le numéro : France, 17 F ; étranger, 21 F.

Courrier des statistiques

Quatre fois par an, une image globale de la vie du système statistique français. Abonnement 1 an (4 numéros) : France, 85 F ; étranger, 110 F. Le numéro : France, 25 F ; étranger, 28 F.

Publications régionales de l'INSEE

Statistiques et conjonctures régionales. Prix des abonnements et nombre de livraisons variables selon les régions. Demande d'abonnement à adresser directement aux Observatoires économiques régionaux.

Écoflash

Revue réalisée par l'INSEE et le CNDP, Écoflash publie chaque mois en quatre pages, l'essentiel de l'information sur un thème économique ou social. (Abonnement 1 an 70 F uniquement auprès du CNDP), le numéro 8 F.

● LES COLLECTIONS DE L'INSEE

	Édition sur papier		Édition sur microfiche	
	France	Étranger	France	Étranger
Série C. « Comptes et planification » (8 volumes)	460 F	540 F	235 F	290 F
Série D. « Démographie et emploi » (10 volumes)	570 F	670 F	215 F	270 F
Série E. « Entreprises » (8 volumes)	460 F	540 F	235 F	290 F
Série M. « Ménages » (10 volumes)	570 F	670 F	215 F	270 F
Série R. « Régions » (4 volumes)	245 F	290 F	100 F	147 F
Abonnement groupé (36 volumes toutes séries réunies)	1 885 F	2 280 F	850 F	1 100 F

Le numéro : prix variable

Bon de commande

à retourner à l'Observatoire économique de votre région

VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS SUIVANTES :

- **Économie et statistique** ..... ☐
- **Bulletin mensuel de statistique** ..... ☐
- **Tendances de la conjoncture** ..... ☐
- **Note de conjoncture de l'INSEE** ..... ☐
- **Informations rapides** ..... ☐
- **Annales d'économie et de statistique** ..... ☐
- **Courrier des statistiques** ..... ☐
- **Bloc-notes de l'OEP** ..... ☐
- **Bulletin bibliographique** ..... ☐

VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX « COLLECTIONS DE L'INSEE » :

- Série C. ..... ☐
- Série D. ..... ☐
- Série E. ..... ☐
- Série M. ..... ☐
- Série R. ..... ☐
- 36 volumes (toutes séries) ..... ☐

MONTANT A RÉGLER : F

Ci-joint en règlement : mandat – chèque bancaire – chèque postal*
au nom de M. le Régisseur des Recettes de l'INSEE.

Nom ou raison sociale : .....

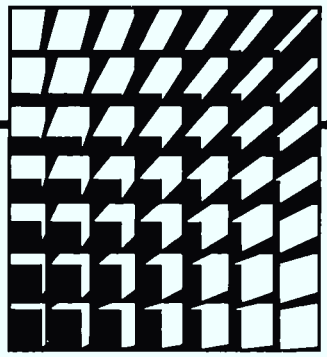
Profession ou activité : .....

Adresse : .....

.....

Je désire être informé(e) en permanence des ouvrages et périodiques publiés par l'INSEE en recevant brochures et catalogues :
oui – non*

**Rayer les mentions inutiles.*



LE DISPOSITIF INSEE
D'INFORMATION CONJONCTURELLE

INFORMATIONS RAPIDES

Ces notes, pratiquement quotidiennes (250 numéros par an), diffusent immédiatement l'essentiel de l'information : derniers indices, opinions des chefs d'entreprise et des ménages (première livraison : diagnostic global ; deuxième livraison : tableaux détaillés et commentés), comptes nationaux trimestriels (en deux étapes également).

Abonnement 1 an : France 1 080 F ; Étranger : 1 320 F.

TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Cette revue, où les graphiques occupent la première place (plus de 1 200 séries sur dix ans ou sur vingt ans), constitue un véritable outil de travail grâce à la précision du dessin et grâce à la présence des tableaux (sur trois ans) à l'appui des courbes.

- Deux cahiers trimestriels complémentaires :
  - **cahier 1 :** tableau de bord de l'économie sur dix ans, en 600 séries
  - **cahier 2 :** en 600 séries mais sur vingt ans, d'abord le suivi de l'environnement international, puis une illustration méthodique des comptes trimestriels.

- Trois suppléments :
  - **les chiffres de quinzaine :** les nouveaux chiffres parus dans les quinze dernier jours, pour actualiser les 1 200 séries des cahiers 1 et 2.
  - **les graphiques du mois :** un tableau de bord condensé en quinze graphiques.
  - **la note de conjoncture :** quatre fois par an, l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française (voir ci-dessous pour la seule note).

Tendances de la conjoncture : abonnement 1 an, France 470 F, étranger 570 F.

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

(disjointe de l'abonnement à TENDANCES).
Abonnement isolé à la Note de Conjoncture 1 an, France 115 F, étranger 140 F.

insee
institut national de la statistique et des études économiques

PRIX : 34 F

ISSN 0766-6268